

POUR L'EMPLOI, L'AUGMENTATION DES SALAIRES, ET DES MISSIONS PUBLIQUES DE QUALITE

Depuis plus d'un an, nous traversons la crise sanitaire du Covid-19 aux graves conséquences économiques et sociales pour des millions de concitoyen-ne-s.

De toute évidence, nos services publics et notre système de protection sociale nous ont permis d'amortir les effets de la crise.

Pendant le 1^{er} confinement, ce sont bien les travailleurs et travailleuses des services publics, de l'aide, du soin ou du social non lucratif qui se sont retrouvé-e-s en première ligne pour faire face à la crise et répondre aux besoins des populations.

Pourtant le gouvernement, répondant aux injonctions du patronat, a décidé de poursuivre sa politique de casse et de démantèlement de notre bien commun.

Déjà fortement touché par le chômage et la précarité, notre département est victime du désengagement de l'Etat, qui confie ses compétences aux collectivités territoriales sans le financement qui va avec mais aussi qui privatise les services publics et ses missions.

Cela a pour effet la dégradation depuis de nombreuses années de l'aménagement de nos territoires et des services publics de proximité et la réponse aux besoins des population (Éducation, santé, social, énergie, poste, routes, ferroviaire...).

La dématérialisation des services publics liée à la multiplication des maisons France Service ne répond pas aux besoins des habitant-es.

Derrière ces services publics, ce sont bien les usagers et les salarié-e-s de la santé privé comme publique, du social et du médico- social et de la fonction publique qui sont les premières victimes.

Aujourd'hui, un plan d'investissement public est nécessaire pour nos territoires en rupture avec les politiques libérales menées afin de répondre aux besoins des habitants des Pyrénées-Orientales.

Alors que le gouvernement a décidé un plan de relance à hauteur de 100 milliards d'Euros, la CGT 66 s'insurge que cet argent public profite aux grands groupes, aux banques et la finance sans aucune contrepartie sociale et propose :

- L'investissement de l'argent du plan de relance pour des services publics nationalisés dans nos territoires afin de répondre à l'intérêt général (santé, social et médicosocial, l'aide à la personne, poste, ferroviaire, Energie, éducation, CAF, finances publiques...) et à l'urgence sociale et environnementale.
- L'augmentation du point d'indice, l'augmentation générale des salaires, des pensions de retraites et des minima sociaux
- La réduction du temps de travail à 32h pour la création d'emplois et l'amélioration des conditions de travail.
- La défense des missions publiques

Fort des dernières mobilisations sur le département, la CGT 66 appelle l'ensemble des salarié-e-s et des citoyen-ne-s à venir participer massivement au :

VILLAGE DES LUTTES

MARDI 15 JUIN – 11H00

PLACE DE LA VICTOIRE - PERPIGNAN